

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19131 - 74ÈME ANNÉE

Hommage du PCR à Laurent Vergès

Laurent Vergès était «fier d'être Réunionnais, fier d'être communiste»

Ce vendredi au cimetière paysager du Port, le Parti communiste réunionnais a rendu hommage à Laurent Vergès, décédé voici 30 ans.

Le 12 octobre 1988 disparaissait Laurent Vergès. Militant du PCR, il fut amené à exercer d'importantes responsabilités. Il assumait un mandat de député en 1987, et fut réélu dès le premier tour en 1988 dans la 2e circonscription qui allait alors de La Possession à Saint-Louis. Avant cela, il milita notamment à Saint-André où il participa à des campagnes électorales qui étaient de véritables combats, en raison des méthodes utilisées par la municipalité en place. Sa disparition avait laissé les Réunionnais orphelins de sa «jeunesse rebelle», et lors de l'éloge funèbre prononcée lors des obsèques de Laurent Vergès, Elie Hoarau avait rappelé la nécessité que se lèvent d'autres Laurent.

Hier, 30 ans après le décès de Laurent Vergès, le Parti communiste réunionnais lui a rendu hommage au cimetière paysager du Port, lieu de sa dernière demeure. Des militants représentant des Sections communistes de toute l'île ont participé à cet événement. Ils se sont rendus ensemble devant la tombe où Laurent Vergès repose, aux côtés notamment de ses parents Paul Vergès, fondateur du PCR, Laurent Vergès, une des fondatrices de l'UFR, ainsi que de son grand-père, le Docteur Raymond Vergès, fondateur de Témoignages. L'hommage a commencé par une

minute de silence à la mémoire du militant disparu. Puis Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR, est intervenu. Il commença par rappeler une phrase prononcée par Laurent Vergès à la tribune de l'Assemblée nationale, passée à la postérité : «Nou lé pa plis, nou lé pa mwin, respèkt anou». Ce mot d'ordre s'élevait contre le refus du gouvernement d'accorder aux Réunionnais l'égalité inscrite dans la loi du 19 mars 1946. Le gouvernement de l'époque avait même inscrit l'inégalité dans la loi, c'était la «parité». Pour protester contre ce fait et accentuer la mobilisation, Paul Vergès et Elie Hoarau avait démissionné de leurs mandats de députés, a rappelé Maurice Gironcel. Le pouvoir pouvait compter sur des complices, comme Jean-Paul Virapoullé, qui avait brandi une bouteille de rhum à l'Assemblée nationale, affirmant en substance que l'égalité donnera plus de moyens aux Réunionnais pour s'alcooliser.

«Nou lé pa plis, nou lé pa mwin, respèkt anou»

Maurice Gironcel a souligné que «beaucoup reprennent» nou lé pa plis, nou lé pa mwin, respèkt anou. Ce message a marqué l'esprit de nombreuses personnes, et pas seulement des communistes.

Le secrétaire général du PCR a évoqué ses rencontres avec Laurent Vergès à l'époque de l'émigration,

quand Maurice Gironcel militait avec Jean-Marcel Courteaud pour que les travailleurs réunionnais des PTT puissent avoir les mêmes droits que les autres, et avec Maurice Soubou. «Laurent Vergès était très proche de la population», a souligné Maurice Gironcel qui conclut en évoquant un des combats du disparu, les municipales de Saint-André en 1983. Cette élection avait été gagnée pour Laurent Vergès, mais Jean-Paul Virapoullé était resté maire en recourant à une fraude lui permettant d'être élu pour 47 voix. «Laurent Vergès était un combattant, fier d'être Réunionnais, fier d'être communiste».

Elie Hoarau, président du PCR, a ensuite pris la parole pour évoquer la question que se posait toujours Laurent Vergès : «on se bat pour quoi ?». C'était une bataille incessante pour conforter l'idéologie du PCR. «Le combat et les idées de Laurent Vergès sont plus que jamais d'actualité», a-t-il affirmé : «comment faire respecter le Réunionnais en tant que peuple. Nous devons avoir les droits d'un peuple».

Il ajouta que «Laurent Vergès avait beaucoup de préoccupation pour l'avenir de la planète». Au delà de l'émotion ressentie lors de cette cérémonie, «nous devons en ressortir avec la conviction que Laurent Vergès avait raison, que nous avons raison et que nous devons continuer le combat».

M.M.

Nout kiltir**« Kabar anniversaire du premier 45 tours Maloya » avec Yvrin Lagarrigue**

Ce vendredi 12 octobre en fin d'après-midi, dans la cour Yvrin Lagarrigue au 23 allée Ognard de la Ligne Paradis à Saint-Pierre, a commencé un très beau « Kabar anniversaire de la sortie du premier 45 tours Maloya ». Un kabar-partage qui continue ce samedi 13 octobre au même endroit de 15 heures à 22 heures avec de nombreux artistes, où l'on retrouve comme ce vendredi à la fois « les troupes des anciens maloyeurs ainsi que de nouveaux de la nouvelle génération ».

Cette commémoration avait pour objectif notamment de rappeler qu'« il y a 40 ans, en 1978, la Troupe Résistance enregistrait le premier 45 tours de maloya de l'histoire de la musique de La Réunion ». Un événement historique qui est survenu deux ans après le 4ème Congrès du Parti Communiste Réunionnais, qui a fait monter sur sa scène les artistes des groupes Lagarrigue et Firmin Viry, dans le cadre du combat de Paul Vergès et ses camarades pour faire respecter et valoriser le maloya comme notre identité réunionnaise.

Dans la continuité de ce combat, plusieurs responsables de diverses Sections communistes et dirigeants du PCR ont participé à l'ouverture de ce kabar. Ainsi, le président Élie Hoarau, parrain de cet événement, le secrétaire général Maurice Gironcel et les secrétaires Yvan Dejean et Ary Yee Chong Tchi Kan ont exprimé leurs chaleureuses félicitations à Yvrin Lagarrigue et à ses proches pour la célébration de cet anniversaire.

L.B.

La troupe d'Yvrin Lagarrigue sur scène à l'ouverture de ce kabar anniversaire.



Élie Hoarau et Maurice Gironcel avec Yvrin Lagarrigue.



Edito

Plus de 2900 morts à Porto-Rico à cause d'un cyclone en 2017

Un cyclone a dévasté une partie de la Floride. L'ouragan Michael a laissé derrière lui au moins 11 morts, des blessés et des dégâts considérables. Même des trains ont été renversés par les rafales de vent. Ceci rappelle que même la première puissance économique n'est pas à l'abri des événements climatiques extrêmes et de leurs conséquences. Nombreuses sont les familles à avoir tout perdu. Ce seront les plus pauvres qui perdront le plus, ceux qui ont des biens et qui n'ont pas les moyens de les assurer.

Cette catastrophe intervient à peine un an après une autre qui avait touché une île tropicale faisant partie des États-Unis, Porto Rico. En septembre 2017, le cyclone Maria avait fait des dégâts considérables et le bilan définitif est tombé à la fin du mois d'août. Selon le gouverneur de ce territoire, l'ouragan a fait plus de 2.900 victimes directes et indirectes. Pour arriver à ce chiffre, les services de l'État ont comparé la mortalité observée entre septembre 2017 et février 2018 avec la moyenne habituellement enregistrée. Cette surmortalité a été attribuée aux effets du cyclone.

Ceci concerne particulièrement La Réunion, car tout comme Porto Rico, notre île est dans la zone inter-tropicale, et elle est administrativement rattachée à un des pays les plus riches du monde. Avant Maria, Porto-Rico n'avait pas connu cyclone aussi intense depuis 90 ans. Mais quand ce prédécesseur de Maria avait frappé cette île, elle était beaucoup moins peuplée et urbanisée. Les eaux de ruissellement n'avaient pas un terrain aussi favorable pour faire autant de dégâts qu'en 2017.

Ceci rappelle que le statut d'un pays n'arrête pas les effets d'un phénomène climatique extrême. L'urbanisation des pentes, du littoral et des anciennes ravines ne peuvent qu'amplifier les conséquences des cyclones. D'où l'importance d'un aménagement qui protège la population, ce qui passe par la fin des investissements dans les zones les plus exposées aux effets des cyclones, notamment le littoral.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Un article de Salim Lamrani paru dans l'Humanité : « La plus belle cause de l'Humanité : la contribution de Cuba à la libération de l'Afrique et à la lutte contre l'Apartheid » -4-

L'Angola, l'Afrique australe et « la plus belle cause de l'Humanité » -2-

La quatrième partie de l'article de Salim Lamrani paru dans l'Humanité rappelle le soutien de Cuba à l'Angola dans la lutte menée contre les armées de l'apartheid après l'indépendance du pays. Une contribution décisive qui ébranla le régime raciste alors soutenu par les grandes puissances occidentales.

Pour la première fois de leur histoire, les forces de l'Apartheid furent contraintes à battre en retraite face aux troupes noires cubaines et de quitter le territoire souverain de l'Angola le 27 mars 1976. Le régime suprématisiste de l'Apartheid venait de subir sa première déroute, ébrançant ainsi le mythe de l'invincibilité de l'armée blanche de Pretoria. L'intervention de Cuba fut une décision de Fidel Castro. Elle se fit contre la volonté de l'Union soviétique qui était favorable à un processus de détente avec les Etats-Unis. Karen N. Broutens, Directeur du département des Affaires étrangères du Politburo soviétique, reconnut que Moscou fut mis devant le fait accompli : « L'envoi de troupes cubaines en Afrique nous a pris complètement au dépourvu. Nous n'étions au courant de rien. [...] Ça nous a fait un choc. Nous étions mécontents parce que les Cubains agissaient sans nous avoir consultés ». L'intervention militaire de La Havane illustra l'indépendance totale de la politique étrangère du gouvernement cubain vis-à-vis de l'allié soviétique.

Fidel Castro expliqua les raisons de l'engagement de Cuba en Afrique :

« Certains impérialistes se demandent pourquoi nous aidons les Angolais. Ils se demandent quels sont nos intérêts là-bas. Ils ont l'habitude de penser que lorsqu'un

pays agit, c'est parce qu'il convoite du pétrole, du cuivre ou des diamants ou toutes autres ressources naturelles. Nous ne recherchons aucun intérêt matériel et il est logique que les impérialistes ne comprennent pas cela. [...] Nous sommes en train d'accomplir un devoir internationaliste élémentaire quand nous apportons notre concours au peuple d'Angola [...] Nous appliquons simplement une politique basée sur des principes. [...] Nous n'allons pas rester les bras croisés quand nous voyons qu'un peuple africain, un peuple frère, est brutalement attaqué par l'Afrique du Sud ».

Menaces de Washington

Washington envisagea même de lancer une attaque aérienne contre Cuba, en guise de représailles. « Si nous décidons d'utiliser la force militaire, nous devons obtenir une victoire. Il ne peut pas y avoir de demi-mesures », déclara Henry Kissinger au Général George Brow de l'Etat-major le 24 mars 1976. Lors de sa rencontre avec le Président Gerald Ford, Kissinger se fit plus précis : « Je crois que nous allons devoir écraser Castro. Mais nous ne pourrions probablement pas agir avant les élections [présidentielles de 1976] ». « Je suis d'accord », répondit le Président Ford. Kissinger souhaitait à tout prix protéger le régime d'Apartheid : « Si les Cubains détruisent la Rhodésie, la Na-

mibie sera la prochaine sur la liste et ensuite il y aura l'Afrique du Sud. S'ils réalisent un mouvement vers la Namibie ou la Rhodésie, je serais d'avis de les pulvériser ». Secrètement élaboré par le Groupe d'actions spéciales de Washington, le plan prévoyait des bombardements stratégiques, de miner les ports et une mise en quarantaine de Cuba. Néanmoins, Kissinger ne put contenir son admiration envers Fidel Castro. Selon lui, « il était le révolutionnaire le plus authentique de l'époque ».

Après la défaite infligée par les Cubains et les Angolais, l'Afrique du Sud et les Etats-Unis augmentèrent leur aide à l'UNITA de Jonas Savimbi, plongeant le pays dans une guerre civile qui durerait jusqu'en 2002. De son côté, Luanda et La Havane apportèrent leur soutien aux révolutionnaires de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) de Namibie, alors protectorat sud-africain, et aux militants de l'African National Congress (ANC) de Nelson Mandela qui menaient une lutte contre l'Apartheid, en leur offrant une base arrière en Angola. En 1978, l'aviation sud-africaine lança un raid aérien meurtrier contre le camp de réfugiés de la SWAPO à Cassinga, tuant près de 700 personnes dont plus de 150 femmes et près de 300 enfants.

**Bataille
de Cuito Cuanavale**

Une décennie plus tard, en 1987, les FAPLA, suivant les recommandations des conseillers militaires soviétiques, lancèrent une offensive contre l'UNITA. Les Cubains avaient exhorté Luanda de ne pas mener d'attaque car Pretoria contrôlait les airs dans le Sud de l'Angola. Il fallait d'abord neutraliser l'aviation sud-africaine. La Havane ne fut pas écoutée et l'Afrique du Sud intervint massivement, notamment par des bombardements aériens et une offensive de véhicules blindés, obligeant les forces angolaises à se replier vers le village de Cuito Cuanavale, zone stratégique du Sud-Est du pays.

Face à cette situation critique, l'Angola sollicita une nouvelle fois l'aide urgente de Cuba, qui disposait depuis 1975 en permanence de 20 000 soldats dans le pays. Fidel Castro décida alors de porter ce nombre à 55 000 combattants internationalistes qui arrivèrent dans le pays en quelques semaines, et déploya ses meilleurs pilotes ainsi que sa défense anti-aérienne la plus sophistiquée. « Il n'y eut aucune coopération avec l'Union soviétique, bien au contraire », soulignera Fidel Castro, au sujet de l'opposition de Moscou à une nouvelle intervention militaire cubaine en Angola. Le Président cubain se chargea personnellement de diriger les opérations depuis La Havane. Assiégeant la zone, l'armée sud-africaine tenta à plusieurs reprises de s'emparer de Cuito Cuanavale, mais fut repoussée par les troupes cubaines et angolaises. Fort de leur nouvelle suprématie aérienne, La

Havane lança une contre-offensive en mars 1988 avec 40 000 soldats cubains et 30 000 combattants angolais, sans oublier le soutien des révolutionnaires namibiens. La puissance de feu était impressionnante : plus de 1 000 armes antiaériennes et tous les avions disponibles permirent à Cuba de dominer le ciel et obligèrent les troupes sud-africaines à se retirer au-delà de la frontière. Cuito Cuanavale avait infligé un « coup politique, militaire et moral fatal à l'armée de l'Apartheid. »

Indépendance de la Namibie

Suite à la débâcle de Cuito Cuanavale, face à la présence militaire dissuasive de Cuba et la menace de la poursuite de la contre-offensive au-delà de la frontière angolaise, en territoire namibien, les Etats-Unis et l'Afrique du Sud furent contraints d'ouvrir des négociations avec Cuba et l'Angola. Lors des pourparlers tenus au Caire en juin 1988, Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint chargé de l'Afrique, chercha à savoir si Cuba avait l'intention de passer la frontière namibienne. La réponse de Jorge Risquet, représentant de Cuba en Angola, fut sans ambages :

« Je ne peux pas vous fournir de réponse. Je ne peux pas vous donner un calmant, ni à vous ni aux Sud-Africains. Si je vous disais que nos troupes vont s'arrêter à la frontière, je serais en train de vous un calmant. Si je vous disais qu'elles vont entrer en Namibie, je serais en

train de vous menacer. Je ne veux ni vous menacer ni vous donner un calmant. La seule chose que je puis vous dire, c'est que seuls des accords sur l'indépendance de la Namibie peuvent donner les garanties nécessaires ».

Les revendications cubaines étaient les suivantes : l'Afrique du Sud devait mettre un terme à son soutien à l'UNITA et permettre des élections libres en Namibie, sous l'égide des Nations unies. Pretoria capitula et accepta les conditions de La Havane, signant un accord de paix en décembre 1988. L'Afrique du Sud mit fin à son occupation militaire de la Namibie et des élections eurent lieu. Pour sa part, Cuba s'engagea à quitter l'Angola, une fois sa sécurité assurée. Deux ans plus tard, la Namibie obtint son indépendance et la SWAPO remporta les élections.

La victoire de Cuito Cuanavale fut décisive pour la sauvegarde de l'indépendance de l'Angola. José Eduardo Dos Santos, Président du pays de 1979 à 2017, a souligné « la solidarité que Cuba a offerte à la lutte des peuples colonisés, particulièrement au peuple angolais, et la contribution inoubliable de ce pays à la défense et à la préservation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Angola, dans sa résistance à l'agression du régime raciste sud-africain. »

(à suivre)

Salim Lamrani

In kozman pou la rout

« In bon kok i shoizi pa son ron ! »

Dann la késtyonn fotbal ou pé z'ète shé ou, sansa déor - shé lé zot - é d'après sak I di lé pli fasil gingn in mats shé ou ké shé lé zot. I parétre sé par raport lo douzyèm bononm-konmsa mèm I apèl lo piblik. Sak mi romark sé kant mèm kan in lékip lé gayar li gingn shé li, é li gingn shé lé zot. Kan in lékip lé kamu, li pèrd mats-alé, li arpèrd mats-rotour. Aprésa I shanj lantrénèr ! Sans prop I port dsi bataye kok mé si ni mète kok avèk lo ron an déor d'lafèr - si ou I sava gard in pé lo sans figiré, sa I vé dir dann tout landroi ou I sava I fo pa ou I less pa lé zot domine aou. Si néna in rapor d'fors I fo ou I artourn sa dann out favèr. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'an. Sipétadyé !

Oté

Zistoir lo pti bout moun katriyèm morso-paké do boi épi bouké flèr pou madam Gran barb

« Bonzour madam ! » lo pti marmaye la di. « Bonzour mon zanfan ! » lo madam Gran-barb la réponn . « Kosa ou néna pou propoz amoin zordi ? La pa la sézon gouyavyé, la pa non pli la sézon gèp. Parl pa moin tang sa in n'afèr i plé pa moin ditou. Si ou i gingn inn-dé paké d'boi, i aranjré amoin in pé épi ou i amenn amoin in zoli bouké flèr kamélya, avèk d'ot flèr mélanzé. » Aprés, madam Gran-barb i done lo marmaye in pti boul mayi roulé dann la sos kari épi in bout sonz moris avèk la grèss épi poiv. Vitman lo pti marmaye i démar, mé kan li pass baro son papa sansa son momon i rash mayi dann son min an dizan ali : « Lèss sa pou lé zot, ou la fine bouré la ba ! » Rozman li la gingn kashyète lo morso sonz pou li partaz avèk son pti sère zimèl.

L'avé inn foi pou inn bone foi, mésyé lo foi la manz son foi èk in grinnsèl.

Ankor in zour parèye ké lé zot. Lo momon avèk lo papa i sava rode do boi dann la foré. I fo dir do boi i anmank pa pars lo van i kass bann bransh souvan dé foi é lé pa difisil ramaa inn-dé paké kisoï boi d'filao, kisoï boi d'lansan, mèm kékfoï doboï d'vré foré konm tan rouz, zavoka maron ti nate, gran nate, lokalyptis épi d'ot ankor. I fo dir kan néna koud'van, la sézon koudvan i kass-kass doboï épi sa i sèk la an plas é sak i vé, sak néna lo kouraz sirtou, i vien ramasé pou vann in pé épi pou mète sa an rézèrv dann z'ot boukan i ansèrv kizine.

Kriké Mésyé ! Kraké madam ! La klé dann mon posh ! la taye dann out sak !

La momon avèk lo papa, in néstan, i ramas do boi, épi i partaz sa an pti paké pou bannzanfan porté, shakinn inn. Ptiboutmoun épi son sèzimèl i sava dann n plato flèr pou ramas s in zoli bouké. Moin la fine dir azot koman plato flèr la sa lé zoli. Dann tout sézon li lé zoli, kisoï lo kamélya, kisoï lo zazalé ; kisoï lo gèrniom flèr odoran-poivré i di sa !- kisoï bann dalya, bann ror kréol an bouton sansa an flèr mèm. Lo dé marmaye i roul atèr dann zèrb i kraz bèl de nuite dann z'ot min, i dépétal bann roz. Sa lé valab sa oté sirtou pou sak i yèm la natir. Lo pti sours i shante dann z'ot zorèye, bann gout la rozé i pandiy dési bann tij an pèrl transparan.

Par an-o lo dé zanfan i antann z'ot famiy apré kass de boi épi momandoné i antan pi arien. Lo pti garson i di : « Ma sèr, alon dépèshé, daoïr banna lé apré anmar bann paké avèk in gatir la kord shoka. I tard pa fini zot la : « Alon trap in zoli bouké i san bien bon épi lé bien koloré pou amenn pou matant gran-barb »... Vit fé, bien fé, zot i ariv landroi ousa bann fényan gran frèr épi gransèr apré dor konm kaméléon andormi dann solèye. Lo papa avèk lo momon i ariv épi idi : « Bann ti, dépèsh azot port deboï pou so vyé salté d'madam Gran-barb é sirtou pran prékosyon pa pèrd lo bann pyès larzan i sava done azot ».

KrikéMésyé ! Kraké Madam ! La klé dann mon posh ! La taye dann out sak !

Kan i ariv dovan la kaz madam Gran-Barb mèm sénaryo d'abitib. Lo dé dèrnyé i sava port lo boi, paké apré paké épi i donn lo bouké flèr. Madam gran-Barb i konplimant lo dé zanfan épi i done in kozman la famiy pou bien fé konprann, pou èl, sa la pa in n'afèr pou fèr.

El i di : « Ousa i lé out finyann papa ? épi out parès de momon ? ». Lo dé pti marmay i di pa arien pétète pars zot i koné z'ot paran l'apré ékout azot bordaz baro. Zot i pran lo pti moné i done azot épi zot i di rovoir. Kan i ariv koté baro, lo papa sansa lo momon i rash lo pyès larzan konm i fé dabitid épi tout lo famiy, ranjé konm léskalyé i artourn shé zot. Sahkinn avèk pti paké boi dsi la tète, protézè par in shonbli ansa non suivaln lé ka. Ala zot i rajnt z'ot kaz.

Katriyèm morso la fini-samdi k'vien nou va oïr lo sinkyèm.

Justin